

**Union européenne - Conseil justice
et affaires intérieures - Migrations -
Déclaration de M. Gérard Collomb,
ministre de l'intérieur, à son arrivée
au conseil**

(Luxembourg, 09 juin 2017)

Je suis personnellement heureux d'arriver avec mon collègue Thomas de Maizière. J'ai voulu d'abord profiter de son expérience puisque c'est mon premier conseil des ministres de l'intérieur de l'Union européenne. Nous avons évidemment des sujets d'intérêts communs : la lutte contre le terrorisme et nos deux pays ont été les pays de l'Union européenne qui ont été les plus frappés. Ensuite les sujets d'immigration. L'Allemagne a eu à faire face à cette grande vague d'immigration. Aujourd'hui la France connaît elle-même un certain nombre de difficultés, à la fois dans le nord de la France, avec les migrants qui veulent partir vers la Grande-Bretagne, et en même temps sur le sud de la France avec cette crise qui voit un certain nombre de migrants arriver depuis la Libye vers l'Italie et ensuite partir vers le sud de la France.

Ces sujets sont pour nous des sujets premiers. Comme vous le savez, le président de la République et le gouvernement ont décidé de prolonger dans notre pays l'état d'urgence. Nous sommes en train de préparer une loi qui permettra ensuite après la fin de l'état d'urgence d'avoir une capacité de prendre en compte ce risque terroriste et donc pour nous, les échanges entre les ministres de l'intérieur européens sont particulièrement importants.

En l'espace de quelques années je crois que nous avons beaucoup progressé au niveau européen. Nous avons progressé pour sécuriser les frontières extérieures de l'Union européenne. Nous avons progressé dans le système de contrôle des passagers et comme vient de le dire Thomas de Maizière, un des sujets principaux de ce conseil va être de mettre en place le dispositif ETIAS qui nous permettra de contrôler à l'avance les entrées dans l'Union européenne des personnes exemptées de visas et donc de mieux faire face aux problématiques que pourraient nous poser un certain nombre de personnes qui viendraient dans l'UE soit pour y commettre des actes de banditisme, soit pour y commettre des actes de terrorisme. Ce sujet est pour nous totalement essentiel et nous espérons qu'ensemble, sur toutes ces questions, nous pourrons faire avancer la politique européenne dans ces deux domaines./.